



## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° TEAQ 2024- 452  
DU 21 MAI 2024

### ARRÊTÉ PROVISOIRE DE MODIFICATION DU STATIONNEMENT RUE D'AUBERT (RÉNOVATION DE FAÇADE) - PROLONGATION

Nous, maire de la Ville de Laval,

Vu les articles L 2213-1 et suivants du code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route et notamment les articles L.411-1 et suivants,

Vu l'article R. 610-5 du Code pénal,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 modifié relatif à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 – huitième partie – signalisation temporaire),

Vu notre arrêté n° 10 / 2023 en date du 15 mars 2023 portant délégation de fonctions à Monsieur Julien Harel, Directeur du Département des Mobilités Durables au sein de la Direction Générale Adjointe des Transitions Écologiques au Quotidien,

Vu l'arrêté n° TEAQ 2024- 279 en date du 22 mars 2024,

Vu la demande en date du 17 mai 2024,

Considérant que l'exécution de travaux de rénovation de façade au 19 rue d'Aubert nécessite la réglementation du stationnement dans la dite voie,

### ARRÊTONS

L'arrêté n° TEAQ 2024- 279 en date du 22 mars 2024 est prolongé comme suit :

#### Article 1<sup>er</sup>

Du SAMEDI 1<sup>er</sup> JUIN 2024 au MERCREDI 17 JUILLET 2024, le stationnement est interdit rue d'Aubert, sur trois emplacements, au droit du n° 19.

#### Article 2

La circulation des piétons est déviée et sécurisée par l'entreprise chargée des travaux.

#### Article 3

Les panneaux réglementaires de signalisation et le balisage de la circulation piétonne sont mis en place par l'entreprise chargée des travaux et sous sa responsabilité.

#### Article 4

Les véhicules restés en stationnement gênant sont enlevés par l'entreprise habilitée sur réquisition par les services de Police, en application de l'article R417-10 du Code de la Route.

#### Article 5

Les panneaux réglementaires d'interdiction de stationner sont mis en place par le demandeur 24 heures avant le début des travaux afin de signaler ces dispositions aux usagers.

#### Article 6

L'entrepreneur est chargé d'aviser par écrit dans les 24 heures qui suivent la fin du chantier le Commissariat de Police et le Centre de Secours.

#### Article 7

Les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur à la date de la mise en place de la signalisation qui les portera à la connaissance des usagers.

#### Article 8

Les intéressés disposent d'un délai de deux mois à compter de la notification pour déposer un recours devant le Tribunal Administratif, 6 allée de l'Île Gloriette à NANTES 44041 Cedex, contre le présent arrêté. Le Tribunal Administratif de Nantes peut également être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### Article 9

Madame la Directrice Générale des Services de la ville, Monsieur le Directeur départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le maire,  
Pour le maire et par délégation,  
Le Directeur du Département des  
Mobilités Durables,



Julien HAREL



Affiché le : **27 MAI 2024**

Exécutoire le : **27 MAI 2024**